

LA FORCE DE LA PAIX



Côte d'Ivoire

Volume 3 - N°004

Avril 2011



Avançons sur la route de la paix

RETROUVEZ LE BULLETIN D'INFORMATION
« LA FORCE DE LA PAIX »

SUR LE SITE

www.onuci.org

Editorial**Nouvelle page**

Le peuple ivoirien a ouvert une nouvelle page de sa jeune histoire démocratique avec la fin du régime le Président Laurent Gbagbo en ce 11 avril 2011. Ce fut surtout la fin du calvaire pour une population meurtrie par quatre mois d'affrontements où l'on a voulu faire prévaloir la force des armes sur le verdict des urnes.

Une parenthèse douloureuse faite de bruit et de fureur s'est refermée, consacrant le triomphe de la démocratie. Elle a permis de mesurer la détermination et la ténacité d'un peuple appuyé par une communauté internationale symbolisée par l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI). Le credo était simple : dire la vérité sortie des bureaux de vote et respecter la volonté du peuple. La communauté internationale n'a pas failli à son devoir devant une situation proche du chaos et a assumé ses responsabilités. Le Conseil de sécurité a validé à l'unanimité la résolution 1975 pour la protection des populations ivoiriennes et la destruction des armes lourdes qui étaient utilisées contre elles par les forces spéciales de Laurent Gbagbo. Les combats rudes, la violence parfois aveugle n'ont pas ébranlé la volonté des Ivoiriens de voir leur choix respecté. L'ONUCI, appuyée par la Force Licorne, sous mandat onusien, a réussi à mettre fin à ce qui était qualifié de forfaiture par les armes.

La date du 11 avril ne doit pas pour autant être uniquement vue comme la victoire de la démocratie et de la justice sur son déni. Cette date doit amener tout un chacun à faire une introspection pour une Côte d'Ivoire nouvelle.

De nombreux chantiers attendent le

Chef de l'Etat ivoirien, Alassane Ouattara et l'équipe gouvernementale qu'il va mettre sur pied après l'investiture. Sur le plan sécuritaire, des quantités importantes d'armes conventionnelles et non conventionnelles ont été distribuées. Le désarmement ivoirien n'ayant pas pour première option la force, il est impérieux que les voies et moyens soient trouvés pour encourager les miliciens, les enrôlés de dernière heure dans les différentes forces, à déposer les armes. Pour leur réinsertion réussie dans la vie sociale, la Côte d'Ivoire aura nécessairement besoin d'appui de la communauté internationale, surtout concernant les jeunes, frange de la population la plus exposée durant la crise et ce pour diverses raisons. La question des mercenaires libériens recrutés par le pouvoir sortant est prise très au sérieux dans la sous-région car ils ont, dans leur fuite d'Abidjan, semé la désolation, partout où ils sont passés pour rejoindre leur pays d'origine.

Pour appuyer cette stabilité recherchée, les quinze pays membres du Conseil de sécurité ont adopté une résolution qui reconduit, jusqu'au 30 avril 2012, l'embargo sur les armes à destination de la Côte d'Ivoire et l'embargo sur les exportations de diamants bruts provenant du pays. Cette reconduction pour un an permet en outre d'aller au-delà des élections législatives annoncées avant la fin de l'année.

Toujours sur le volet sécuritaire, les Nations Unies ont entamé la dépollution de sites publics et privés pour permettre une reprise effective des activités et pour contribuer à sécuriser ces espaces. La sécurité rime aussi avec droits de l'homme et leur respect dans

la stricte application de la Déclaration universelle des Droits de l'homme du 10 décembre 1948. Pour montrer leur bonne foi, les autorités ivoiriennes ont décidé de faire toute la lumière sur les crimes, quels que soient leurs auteurs. Sans privilégier ni protéger un camp. Des charniers ont été découverts et l'ONUCI a dépêché plusieurs équipes sur le terrain pour constater la véracité des faits et mener des enquêtes.

On le voit, en Côte d'Ivoire, réconciliation, reconstruction et développement doivent se conjuguer avec Etat de droit et justice.

La Côte d'Ivoire se relève doucement de cette crise et sort la tête de l'eau. Elle semble groggy, mais veut relever la tête. Le gouvernement ivoirien a appelé les fonctionnaires à regagner leur poste, promettant également de payer les arriérés de salaires des deux mois précédents. Les banques ont rouvert leurs guichets, chacune à son rythme. Promesse a été faite de relancer l'exportation de cacao. Des signes économiques encourageants qui marquent le début du retour à la normalité.

Dans cette quête, l'ONUCI va aider le gouvernement ivoirien à relever ses multiples défis sur la base de son mandat, dont on attend un renouvellement au mois de juillet prochain. Les ressources onusiennes civiles et militaires seront mises à la disposition de la Côte d'Ivoire pour sa reconstruction. Dans ce pays, le jeu démocratique a été durement malmené pendant quelques mois, donnant l'impression d'être à géométrie variable. La démocratie vient de triompher et c'est un signal fort pour tous les processus électoraux à venir.

Directeur de publication : **Hamadoun Touré**
 Rédacteur en Chef : **Malick Faye**
 Coordinatrice : **Rosamond Bakari**
 Graphiste Designer: **Jean Brice N'doli**
 Illustrations : **Serge Assain Aliké**
 Crédits photos : **Basile Zoma**

Publié par le Bureau de l'Information publique - www.onuci.org
 Copyright © « La Force de la Paix » 2011 • Tous droits réservés



LES ACTIVITES DU REPRESENTANT SPECIAL :

Y. J. Choi à la tête d'une caravane pour encourager les Abidjanais à reprendre leurs activités et à New York pour plaider le dossier ivoirien

Il aura fallu plus de deux heures de temps au Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies pour la Côte d'Ivoire, Y J Choi, et à la grande caravane de la mission onusienne pour la paix, pour sillonner les grandes artères de la ville d'Abidjan le 14 avril 2011.

D'Attécoubé à Port- Bouet en passant par Abobo, Riviera, Plateau, Marcory et Koumassi, plus d'une centaine de véhicules de l'ONUCI en file indienne, ont roulé à travers les quartiers d'Abidjan sous des applaudissements de leurs habitants et parfois sous le regard surpris de certains passants.

Le défi était grand et la cause noble. Après plus d'une dizaine de jours de bataille acharnée dans la capitale économique et la capture de l'ancien président Laurent Gbagbo par les Forces républicaines, les populations, durement éprouvées par plus de 4 mois de crise, vivaient apeurées et cloîtrées chez elles. « A travers cette caravane, nous voulons contribuer à encourager les populations à sortir de leurs maisons et à reprendre leurs activités », a indiqué M Choi lors d'un échange avec la presse à la fin du défilé. Le Chef de la mission onusienne a, à cette occasion, noté une amélioration de la situation dans la zone visitée et reconnu que certains quartiers n'étaient pas encore sécurisés notamment à Yopougon où des tireurs étaient embusqués. Il a félicité le peuple ivoirien qui a pu trouver en lui-même les ressorts et les moyens pour régler l'impasse politique avec un appui de la communauté internationale.

Le Représentant spécial s'est dit confiant quant au retour de la cohésion sociale ainsi qu'à une réconciliation rapide et sincère des Ivoiriens, estimant qu'ils étaient un peuple pacifique. « Les Ivoiriens n'arrivent pas à se faire du mal entre eux », a-t-il fait remarquer à un journaliste. M Choi a



La caravane de l'ONUCI dans les rues d'Abidjan © UN/ONUCI

une fois de plus réitéré toute la compassion et l'appui de l'ONUCI. Il a rappelé le rôle de la mission et s'est attaché sur les attaques répétées du camp Gbagbo contre les populations, contre le siège de la mission, contre l'Hotel du Golf...« Pendant près de 4 mois, le camp Gbagbo a menti tout le temps à tout le monde ; il a dit beaucoup de choses sur l'ONUCI qui étaient toutes fausses. La seule vérité, c'est que l'ONUCI a seulement neutralisé les armes lourdes », a expliqué le Représentant spécial, qui s'est voulu rassurant quant à la contribution de la mission à aider les Ivoiriens à sortir totalement de cette crise. « Nous allons contribuer à aider la Côte d'Ivoire à relever les défis auxquels le pays est confronté », a-t-il souligné.

Le Représentant spécial s'est ensuite rendu à New York pour une mission au siège de l'Organisation internationale. Il y a poursuivi ses consultations sur les derniers développements de la situation dans le pays et fait une présentation aux pays contributeurs de troupes. M. Choi a également discuté

du futur rôle qui sera confié à l'ONUCI au sortir de la crise postélectorale.

Avant son départ à New York, M Choi avait fait une présentation de la Situation en Côte d'Ivoire, par vidéoconférence, devant le conseil de sécurité des Nations Unies, au cours d'une consultation sur le pays. Il avait alors relevé les trois chantiers immédiats dans lesquels l'ONUCI était prête à aider le gouvernement du Président Ouattara. Il s'agit de l'établissement de l'ordre et de la sécurité, l'assistance humanitaire et la situation des droits de l'homme. Le Représentant spécial avait également fait état de l'importance de promouvoir la cohésion sociale et de multiplier les efforts en vue de la réconciliation nationale et informé le conseil du transport de l'ancien président Gbagbo, dans le nord du pays à la demande du Président Ouattara. Il a fait mention de sa rencontre avec M Gbagbo, au lendemain de sa capture par les FRCI, pour lui dire que l'ONUCI allait contribuer à assurer sa protection et ferait tout pour qu'il soit traité avec dignité.

Juliette Mandan Amantchi

Le système des Nations Unies évalue la situation humanitaire dans l'Ouest de la Côte d'Ivoire

Le système des Nations Unies (SNU) a entrepris une mission conjointe les 4 et 5 avril 2011 à Duékoué, dans la région du Moyen Cavally, et à Man, dans la région des Montagnes, pour évaluer la situation humanitaire dans ces deux régions de l'ouest de la Côte d'Ivoire.

La délégation était composée du Secrétaire Général adjoint des Nations Unies chargé des Affaires Humanitaires, Mme. Valérie Amos, de M. Ndolamb Ngokwey, coordonnateur humanitaire du SNU en Côte d'Ivoire et de M. Ivan Simonovic, Secrétaire Général adjoint des Nations Unies pour les Droits de l'Homme au bureau du Haut Commissariat des Droits de l'Homme à New York.

La délégation a eu des échanges avec les responsables du SNU basés dans les deux régions. Elle a félicité les acteurs humanitaires en les encourageant à multiplier leur présence sur le terrain pour répondre aux besoins urgents des populations sinistrées de l'ouest de la Côte d'Ivoire. La mission s'est aussi entretenue avec les autorités locales et avec les responsables des Forces Républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI).

Mr Ngokwey a souligné que suite aux événements malheureux de Duékoué, il était important que les Nations Unies, au plus haut niveau humanitaire, puissent voir sur place ce qui s'est réellement passé et parler aux populations et aux leaders locaux afin de déterminer ensemble la meilleure manière de répondre à cette crise, qu'il a décrit, comme une véritable catastrophe. Au vu de ce qui s'est passé, les agences humanitaires doivent multiplier leur présence sur place pour faire face aux besoins des populations car l'impact de cette crise humanitaire est immense, a-t-il dit.



Des déplacés s'entretenant avec une patrouille de l'OUNCI © UN/ONUCI



Le Système des Nations Unies en pleine séance de travail © UN/ONUCI

Faisant remarquer que M. Alassane Ouattara, le président démocratiquement élu, a le soutien total des Nations Unies, M. Simonovic a souligné que, « **dans le même temps, nous devons veiller sur le respect de droits de l'homme, ce qui explique notre présence en Côte d'Ivoire** ». Il a ajouté : « **Nous allons rétablir les responsabilités dans ce qui a eu lieu à Duékoué. Nous devons œuvrer pour la réconciliation et la paix dans ce pays** ».

Pour sa part, Mme. Amos a souligné le besoin d'identifier le nombre des personnes déplacées afin d'organiser la distribution de l'eau, de la nourriture et des médicaments. Pour ce faire, elle a demandé qu'un système logistique et de distribution soit mis sur pied entre Abidjan et les sites concernés.

L'UNICEF, le PAM, l'OMS et le HCR ainsi que les ONG Save the Children, CARITAS et IRC ont participé à la mission.

Almudena Martinez Garcia

RESOLUTION 1820 DU CONSEIL DE SECURITE DES NATIONS UNIES

Ensemble disons **NON!**
à l'impunité des auteurs d'actes de violences sexuelles



Avançons sur la route de la paix

CÔTE D'IVOIRE

CRISE POLITIQUE ET DROITS DE L'HOMME :

L'ONU enquête sur les violations



La commission d'enquête de l'ONUCI discute avec des déplacés internes © UN/ONUCI

Ce serait un truisme de dire que la crise postélectorale qui secoue la Côte d'Ivoire depuis le 28 novembre dernier a fait un nombre élevé de victimes. La violence des combats, le type d'armement utilisé et la localisation géographique des affrontements qui ont souvent touché des zones urbaines et périurbaines ont entraîné des souffrances inouïes au sein de la population. Des communautés, des familles entières, de simples individus ont souffert dans leur chair, à cause de leur appartenance ethnique, de leurs opinions politiques, ou tout simplement, parce qu'ils se trouvaient au mauvais endroit, au mauvais moment.

Alors que les Ivoiriens et la communauté internationale tout entière cherchent à se faire une idée du nombre des victimes des quatre mois de folie qu'a traversés ce pays, l'Organisation des Nations (ONU) a entrepris d'évaluer la situation générale des droits de l'homme en Côte d'Ivoire qui s'est gravement détériorée ces derniers mois.

C'est dans ce cadre qu'il faut situer la visite d'Ivan Simonovic l'Assistant Secrétaire général Adjoint des Nations Unies aux droits de l'homme. A son arrivée en Côte d'Ivoire, le 3 avril, au

moment où la bataille pour le contrôle du pouvoir faisait encore rage, M. Simonovic a exprimé sa vive préoccupation par rapport à la détérioration de la situation des droits de l'homme entachée de massacres à l'ouest et de nombreuses exactions contre les populations civiles.

Lors de son séjour, il a rencontré les autorités étatiques, les dirigeants politiques et la société civile ivoirienne. Il s'est également entretenu avec les responsables de la communauté humanitaire déployée en Côte d'Ivoire. M. Simonovic a surtout mis à profit son séjour pour rappeler à tous les acteurs de la crise ivoirienne, leurs responsabilités individuelle et collective pour s'assurer du respect du droit international des droits de l'homme et du droit humanitaire et de prendre toutes les mesures nécessaires et immédiates pour protéger les populations civiles, et en particulier les femmes et les enfants et mettre un terme aux exactions et autres abus des droits de l'homme.

De son côté, l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), par la voix de son Directeur adjoint de la Division des Droits de l'Homme, Guillaume Ngefa, a annoncé le 28 avril, la mise sur pied d'une équipe

composée de spécialistes des droits de l'homme et de la police de l'ONUCI, en vue d'enquêter sur les violations dénoncées dans les régions d'Abidjan d'une part, et de celles d'Issia, de Daloa, Gagnoa et Divo, de l'autre.

« A Abidjan, l'enquête va s'étendre sur une période de trois semaines, à partir du 28 avril », a indiqué M. Ngefa, qui a annoncé qu'une équipe qui avait mené des enquêtes dans l'ouest du pays en début avril avait terminé ses travaux et qu'elle était en train de finaliser son rapport. Il a précisé que l'équipe avait dû étendre ses investigations aux régions de Man, de Danané, de Bangolo, de Toulepleu, de Guiglo, de Bolequin et de Tai, ainsi qu'à 83 villages de l'ouest. **« L'équipe a aussi terminé son travail à San Pedro »,** a-t-il ajouté.

l'équipe a aussi servi d'appui à la Commission d'enquête internationale créé par le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies à la demande du gouvernement ivoirien pour établir les faits et circonstances liés aux violations des droits de l'homme depuis l'élection présidentielle, en vue d'identifier les responsables de tels actes et de les traduire en justice.

Malick Faye

CRISE POSTELECTORALE :

Le service médical de l'ONUCI au chevet des blessés

Si la sortie de crise a été marquée par l'accompagnement de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) au niveau politique et militaire, notamment à travers son appui logistique, il est à rappeler que la période postélectorale a donné lieu à de violents combats occasionnant de nombreux blessés graves.

Dans un contexte où les déplacements étaient souvent impossibles et certains hôpitaux dans l'incapacité de faire face à l'afflux de blessés, nombreux parmi eux ont été transférés au service médical de l'ONUCI qui, dans un souci humanitaire, a pris en charge des centaines de personnes.

C'était un nombre important, d'autant que le service médical de l'ONUCI n'est pas ouvert au public extérieur.

Selon le Dr. Teljan Jounisbekov, le service médical, qui dispose d'une capacité d'accueil en hospitalisation de 16 lits, était souvent contraint de recevoir jusqu'à 60 blessés par jour, obligeant le service à les installer sur des lits picot ou à même le sol le long des couloirs. Selon le médecin, la quinzaine de membres du personnel médical sur un effectif total d'une cinquantaine qui avait été bloqué au siège, a du travailler 24 h/24 pendant des semaines afin de sauver les victimes en détresse.

Ainsi, l'équipe a réalisé des dizaines de petites et grandes interventions, et apporté une aide à 100 % aux victimes par l'octroi de médicaments, d'antibiotiques et autres antalgiques. **« Cette aide s'est inscrite dans le cadre humanitaire. Nous n'avions pas de budget pour cela et nous avons donc dépassé nos prévisions »**, a expliqué le Dr. Jounisbekov.

Il a également rendu hommage au personnel médical qui, en dépit de l'extrême fatigue, n'a pas arrêté une minute d'être à la tâche. De l'accueil, à la réception par le médecin ou à la

conduite au bloc opératoire en cas de nécessité ou encore à l'administration de médicaments ou autres matériel, la chaîne a bien fonctionné selon le Dr. Jounisbekov, qui n'a pas manqué de saluer l'appui des volontaires (parents de malades, personnel de ménage), qui se sont rendus utiles. **« L'équipe a travaillé avec un bon moral et en dépit de la fatigue. Ils ont été formidables. »**

Le Dr. Pascal Daassounon, responsable du bloc opératoire, s'est lui trouvé dans une situation particulièrement pénible. Outre son rôle d'être **« l'ins-**

dans des conditions très difficiles. Oui, nous l'avons fait !!!» se réjouit le Dr. Dassounon.

Il faut rappeler que le 9 avril 2011 à 06 h 30 du matin, l'équipe a procédé à une césarienne à la suite d'un travail prolongé ayant entraîné une détresse fœtale. Mme Maïmouna Diomandé a ainsi pu donner la vie à son premier bébé, Ismaël Teljan Diomandé, né à l'ONUCI et portant le prénom du Dr Jounisbekov, qui a permis sa venue au monde.

Pour Koffi Yao, infirmier anesthé-



Le personnel médical de l'ONUCI a été mobilisé pour soigner les blessés © UN/ONUCI

trumentiste penseur », de l'équipe, à savoir celui qui doit avoir une bonne maîtrise des instruments, de leur vérification et conditionnement, a dû jouer d'autres rôles. Il rappelle qu'il a dû lui-même s'occuper de la stérilisation des instruments, les laver, et nettoyer le sol et le bloc opératoire afin que les conditions d'hygiène soient strictement respectées pour l'accueil des blessés, qui se succédaient en cascade un rythme effréné. **« C'était dur, mais mon expérience m'a permis de tenir le coup. C'était un peu trop, mais il fallait absolument agir très vite, et aujourd'hui je suis fier du devoir accompli car nous avons pu sauver de nombreuses vies**

siste à l'ONUCI cette expérience a été assez difficile avec l'arrivée dans le même temps de 20 à 30 blessés, dont de nombreux cas nécessitaient une intervention chirurgicale urgente ou une évacuation. **« On ne s'attendait pas à un si grand nombre de patients dans un laps de temps si limité. Mais le 11 avril, nous avons été soulagés, car on a travaillé dans des conditions de guerre. On portait parfois des gilets par balles et ces casques pour éviter nous mêmes d'être blessés. Il fallait que cela s'arrête»**, se souvient-il en déplorant qu'une ambulance de l'ONUCI procédant à une évacuation ait été la cible de tireurs.

Marie-Mactar Niang

Bondoukou accueille une caravane de sensibilisation à la cohésion sociale

La population du chef-lieu du Zanzan veut contribuer de façon originale aux efforts de réconciliation après la crise postélectorale. Elle a pris part, le 19 avril, à une marche organisée à l'initiative de l'Opération des Nations-Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), en collaboration avec le PNUD, Save the Children, ainsi que le Collectif des ONG et Associations de Bondoukou.

Partie de la base de l'ONUCI à 9H00, la caravane de sensibilisation à la cohésion sociale, composée d'une vingtaine de véhicules de l'ONU et de deux chars, a sillonné la ville de Bondoukou durant deux heures, sous le regard admiratif de la population. A bord de l'un des deux chars, le lieutenant-colonel Degbe, commandant du contingent ghanéen (GHANBATT), a communiqué pleinement avec cette population en compagnie de tout son staff militaire pour leur garantir son soutien au maintien de l'ordre et de la sécurité dans la ville. Des observateurs militaires (UNMO) et des agents de la Police de l'ONU (UNPOL) étaient aussi de la procession, ainsi que des soldats des Forces républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI), qui ont spontanément encadré la caravane.

Le cortège a marqué quelques minutes d'escale à certains endroits stratégiques de Bondoukou, tels que le quartier Zanzan, la gare routière et le marché, pour diffuser des messages de sensibilisation dans les principales langues de la ville, à savoir le Malinké, le Koulango, l'Abron et le Français. Dans ces messages, les différents orateurs, représentants des ONGS et associations de Bondoukou, ont demandé à la population de s'unir pour bâtir le Zanzan, de tendre la main à l'adversaire politique, de désarmer les cœurs pour un nouveau départ et ont invité les déplacés à revenir chez eux, car disent-ils, « **c'est ensemble**



Le convoi de l'ONUCI dans les rues de Bondoukou © UN/ONUCI



Les participants à la caravane de la paix © UN/ONUCI

dans l'union, la discipline et le travail, par le pardon et l'acceptation du pardon de l'autre, que nous pourrions vivre ensemble dans la paix. »

Dans son message de sensibilisation à la cohésion sociale à l'endroit de la population en langue Malinké,

Soualio Ouattara, président de l'ONG Gontougouni, a tenu à adresser ses remerciements et sa reconnaissance au nom de toute la population de Bondoukou à l'ONUCI, particulièrement à M. Choi, à qui dit-il « **le peuple ivoirien doit la paix retrouvée.**

Kakobi Aminata Kabero

FRÉQUENCES ONUCI FM



ABENGOUROU 94.7 • ABIDJAN 96.0 • ADZOPE 96.0 • BANGOLO 91.1 • BONDOUKOU 100.1 • BOUAKÉ 95.3 • BOUNA 102.8 • BOUNDIALI 90.0 • DABAKALA 93.9 • DALOA 91.4 • DANANÉ 97.6 • DAOUKRO 94.7 • DUEKOUÉ 91.1 • FERKESSEDOUGOU 104.4 • GUIGLO 93.7 • KORHOGO 95.3 • MAN 95.3 • ODIENNÉ 101.1 • SAN-PEDRO 106.3 • SEGUELA 101.8 • TABOU 95.3 • TOULEPLEU 93.7 • YAMOUSSOUKRO 94.4 • ZUENOULA 95.3

Hommage à deux collègues disparus

L'ONUCI déplore la perte, au cours du mois d'avril, de deux de ses employés émérites.



Ahmédou El Bécaye Seck, décédé le 4 avril dans un accident d'avion, qui a également coûté la vie à une trentaine d'autres collègues de la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en République Démocratique du Congo (MONUSCO) et des agences de l'ONU, a été inhumé le 12 avril à Saint-Louis, dans le nord du Sénégal.

L'ancien Directeur de la Division électorale de l'ONUCI, connu pour son talent professionnel et ses qualités humaines, avait aidé à mener à terme le processus électoral. Il était, de l'avis du Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour le Côte d'Ivoire, l'un des meilleurs experts de l'ONU en questions électorales. **« Il était un collaborateur d'expérience maîtrisant la matière électorale et grâce auquel l'organisation de l'élection présidentielle en Côte d'Ivoire a été possible dans des conditions exemplaires »**, a indiqué M Choi.

M. Seck était, au moment de sa disparition tragique, en déploiement temporaire (TDY) à la MONUSCO pour aider à l'organisation des élections générales prévues en 2012 en RDC.

L'expert en questions électorales de l'ONUCI, de nationalité sénégalaise, administrateur civil de formation, a occupé les fonctions de Préfet de Dakar et de gouverneur de la région de Kolda, dans le sud de son pays.

La Division de l'Assistance électorale (DAE) et toute l'ONUCI ont été aussi particulièrement choquées par la mort de Zahra Abidi. Cette analyste suédoise de l'ONUCI, employée dévouée de la Mission, est décédée le 1er avril après avoir été touchée par une balle perdue à Abidjan.

Elle a été tuée lors des affrontements qui ont secoué la capitale économique ivoirienne. Elle se trouvait à son domicile au moment des faits.

Avec la mort de plusieurs employés dans le monde, le Secrétaire général de l'Organisation, Ban Ki-moon, avait présidé le 5 avril, au siège de l'organisation, à New York, une cérémonie d'hommage. **« Je sais que vous êtes tous aussi choqués et attristés que moi par les pertes tragiques que nous avons enregistrées ces derniers jours. Nos pensées et nos prières vont aux familles de ceux qui ont perdu la vie dans l'exercice de leurs fonctions ainsi qu'aux membres de notre famille des Nations Unies qui ont perdu des amis et collègues »**, avait déclaré le chef de l'ONU dans une lettre adressée à tous les employés.

L'ONUCI exprime sa reconnaissance à ces employés de la Division de l'Assistance électorale, qui ont contribué de façon significative au succès du processus électoral, et présente ses condoléances attristées à leurs proches.

Malick Faye

Le Commandant de la Force de l'ONUCI effectue une visite de travail dans les casernes

Le Commandant de la Force de l'Opération des Nations unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), le Général Berena Gnakoudé a effectué les lundis 18 et 23 avril 2011, une visite de travail dans plusieurs casernes du district d'Abidjan.

Il s'agissait pour le Général Berena de faire l'état des lieux des casernes et de discuter avec l'ensemble des militaires, gendarmes, policiers et autres corps habillés. Avec eux le Chef des forces onusiennes a évoqué la nécessité de former une armée réellement intégrée capable de maintenir une atmosphère propice à la paix. **« Il y a un temps pour la guerre et un temps pour la paix. Le temps de la guerre est bel et bien révolu. Travaillons ensemble pour une paix durable »**, a indiqué le général Berena. Il a, par ailleurs, affirmé que pour que la paix soit durable, les armes qui circulent illégalement doivent être collectées.

La visite a commencé, le lundi 18, par les camps Akouédo I et II, le camp Gallieni, le camp Agban, l'Ecole de la Gendarmerie, le Groupement des sapeurs pompiers militaires, le Ministère de la Défense et l'Etat-major général des Armées et s'est achevée par la station mobile de transmission de la RTI.

A chaque étape, le Général Berena a insisté sur l'importance d'assurer un climat de sécurité à toutes les populations et de participer à la construction de la Côte d'Ivoire sur de nouvelles bases.

Le lundi 23 avril, c'est le camp de transit sis à l'ex Ecole américaine, qui a reçu la visite du Général Béréna. Il y a eu une séance de travail avec les commandants des unités du Sous Groupement de Sécurité (SGS), du bataillon nigérien (NIGERBATT), du génie pakistanais (PAKENG), et des forces de police constituées jordannienne et bangladaises, JORDFPUet BANFPU. Le commandant de la Force onusienne a encouragé les officiers,



Le GrI Gnakoude Berena (à gauche) en compagnie du CEMA, philippe Mangou © UN/ONUCI



...et inspectant une unité de l'armée ivoirienne © UN/ONUCI

sous-officiers et hommes du rang des différentes unités. Il leur a notamment demandé de redoubler d'efforts en vue d'accomplir les futures missions qui leur seront assignées.

Au camp du bataillon togolais, situé à la riviéra Golf, le commandant de la Force a inspecté les armes et munitions saisies avec les anciennes Forces de Défense et de Sécurité

(FDS) ivoiriennes.

Il faut noter que le commandant de la force de l'ONUCI était accompagné dans cette tournée, de son adjoint, le Général Benjamin Freeman Kusi, du Chef de la Cellule Embargo, Gama-liel Ndaruzaniye, et des généraux des Forces Républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI), conduits par le Général Philippe Mangou.

Lt col. Chakib Rais / MPIO



Le contingent marocain de l'ONU CI soulage les populations de Divo

Les conditions de travail très difficiles que connaît le bataillon marocain de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONU CI) à Divo, suite à la crise postélectorale, ne l'ont pas empêché de poursuivre son action humanitaire en faveur des populations du chef-lieu de la région du Sud-Bandama.

Ce mardi 22 mars 2011, le soulagement et l'espoir pouvait se lire sur le visage des patients de la modeste clinique médicale de l'ONU CI, à l'occasion des consultations et soins médicaux, gratuitement offerts au quotidien par le bataillon marocain de l'ONU CI (MORBATT 14), aux populations de Divo. En réalité, il s'agit d'actions initiées dans la région du Sud-Bandama depuis janvier 2009.

Mélaine Guigi, qui souffre d'un accès palustre, vient de se faire consulter pour la deuxième fois. Elle encourage l'ONU CI, qui continue de soigner les ivoiriens malgré toutes les rumeurs qui se racontent dans la ville de Divo.

« Le docteur m'a donné des comprimés et j'ai reçu une injection pour me soulager. Je dis merci à l'ONU CI. Je souhaite que le pardon et la l'amour gagne le cœur des Ivoiriens pour que la paix revienne dans ce beau pays. » Pour le lieutenant-colonel Layid-Addi, médecin chef



Un infirmier du MORBATT consultant un patient à DIVO © UN/ONU CI

du site de Divo, et le capitaine Younès Mosaïd, commandant du MORBATT 14, les consultations médicales et soins gratuits entrent dans le cadre d'une action humanitaire initiée en vue d'apporter des soins et traitements aux différentes affections, de distribuer des médicaments aux nécessiteux, de dépister des maladies chroniques et de soutenir psychologiquement les populations de cette région de Côte d'Ivoire.

« Nous sommes engagés à poursuivre notre mission et nous continuerons à apporter notre assistance aux Ivoiriens, malgré le contexte

difficile. La mission de paix de nos soldats engagés à l'ONU CI ainsi que des liens historiques d'amitié qui lient les peuples marocain et ivoirien, justifient notre action», estime fièrement le Dr. Layid.

En plus de prodiguer des soins médicaux gratuits aux habitants de Divo, le contingent marocain contribue à la sécurisation de la population civile, à travers notamment ses patrouilles motorisées.

Les Casques bleus aident des déplacés internes à rentrer à Divo et Lakota

L'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONU CI) a organisé le retour à Divo et à Lakota, d'une cinquantaine de personnes, pour la plupart des opérateurs économiques ivoiriens, français et libanais, qui avaient été déplacés depuis le 30 mars 2011.

C'est ainsi que le 11 avril, 8 opérateurs économiques ont pu regagner leurs domiciles à Lakota, située à environ 230 km au nord-ouest d'Abidjan.

L'opération, conduite par le bataillon marocain (MORBATT), avait débuté la veille, avec le retour à Divo, ville située à une cinquantaine de kilomètres de Lakota, d'une quarantaine de personnes déplacées.

Les bénéficiaires s'étaient réfugiés au camp de la mission onusienne, à 5 km de Divo, pour échapper aux violences postélectorales. Pour Fakry Redda, opérateur économique à Lakota depuis 1977, **« c'est grâce à l'ONU CI est venue nous exfiltrer et nous héber-**

ger, que nous sommes en vie. »

Selon le Capitaine Younès Mosaïd du contingent marocain, cette opération va se poursuivre dans les prochains jours, dans les localités de Tiassalé et de N'douci. MORBATT procède également à l'exfiltration d'autres personnes qui se trouvent menacées et bloquées dans diverses localités des régions du Sud-Bandama et du Fromager.

Idrissa Koné

L'Onuci sensibilise au respect des droits de l'homme et à la cohésion sociale à Korhogo



Photo de famille réunissant participants et formateurs © UN/ONUCI

Du respect des droits de la jeune fille, à la sensibilisation sur les valeurs du sport ou encore la réconciliation et la cohésion sociale. L'ONUCI n'a pas tari d'imagination pour sensibiliser sur divers sujets, plusieurs franges de la population de Korhogo.

La mission a en effet initié plusieurs activités de sensibilisation, dont des projections de films et des tournois ludiques, à l'attention de la population, dont des élèves, des encadreurs et encore des amateurs du jeu de scrabble.

Avec la première cible, les adhérents de la bibliothèque « **le monde à notre porte** » de Korhogo, il a été question le mardi 12 avril 2011, d'une sensibilisation sur les droits de la jeune fille à partir d'une projection du film « **l'Otage** » de l'ONUCI. Les thèmes tels que la violence en milieu scolaire, l'excision, le harcèlement sexuel et le mariage forcé ont alors été débattus.

Pour l'officier des droits de l'Homme de l'ONUCI, Patricia Nwotheigo, l'objectif de cette projection était d'aider à interpeler les populations sur les

conséquences des pratiques traditionnelles néfastes, en ce qui concerne les droits à la santé, à l'éducation et à l'intégrité physique de la jeune fille.

Le lendemain 13 avril, c'était au tour d'une centaine d'élèves et de leurs encadreurs, de bénéficier d'une sensibilisation sur les valeurs du sport au service de la paix, à partir d'une autre projection de films de l'ONUCI.

A cette autre occasion, Bakary Bakayoko, administrateur national chargé de l'information et du plaidoyer au sein de l'ONUCI, a précisé que le sport contenait en lui plusieurs valeurs qui favorisaient la cohésion sociale, la cohabitation pacifique, le rapprochement des peuples, le fair-play et la paix.

« En vous projetant ce film de l'ONUCI sur le sport, nous attendons de vous, avenir de demain, que vous appliquiez chaque jour ces valeurs dans vos différents milieux et que vous les partagiez avec votre entourage, afin de bâtir un monde sans haine ni guerre, où l'on s'accepte malgré les différences, et apprécie les événements dans un

esprit de fair-play », a-t-il spécifié.

Ces propos ont été d'ailleurs mis en pratique le samedi 16 avril 2011, où une quarantaine d'amateurs du jeu de scrabble, venus des localités de Napié, Tioro, Sinématiali et Korhogo, sans distinction socio-professionnelle, ethnique ou religieuse, ont pris part à un tournoi de scrabble organisé par l'ONUCI.

Plusieurs heures durant, les compétiteurs se sont affrontés dans un esprit de convivialité et de fair-play jusqu'à la phase finale, remportée par Silué Souleymane du club Sinistré de Korhogo.

Au nom des participants, le champion du jour, Silué Souleymane, a salué l'initiative qui, a-t-il dit « **a permis de se côtoyer et ainsi faire passer le stress causé par les événements vécus par le pays au cours de ces derniers mois** ».

La mission onusienne en Côte d'Ivoire, continue de mener à Korhogo et dans les autres zones du pays, des activités de sensibilisation à la réconciliation et à la cohésion sociale.

Bakary Bakayoko / Deza Paul Désiré Dago

JOURNEES DE L'ONU CI :

La mission onusienne communie trois jours durant avec les populations de Sinématiali

La 13ème édition des Journées de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONU CI) a été célébrée, du 29 au 31 mars 2011, dans le département de Sinématiali, à plus de 580 km au Nord d'Abidjan.

Ces journées, dont le thème central était «l'ONU CI et les populations de Sinématiali main dans la main pour un environnement postélectoral apaisé», avaient pour objectif principal d'informer les habitants de la ville sur les activités de l'ONU CI et le rôle de la mission dans le processus de paix, et de les sensibiliser afin qu'ils contribuent à l'instauration d'un environnement postélectoral apaisé. C'est par des consultations médicales gratuites au centre de santé urbain de Sinématiali que ces journées ont débuté, dans la matinée du mardi 29 mars 2011. Plus de 400 personnes ont bénéficié des soins médicaux du bataillon nigérien déployé à Korhogo.

Lors de cette rencontre, Bernadette Houndekandji, Chef de la Cellule de certification, par ailleurs chef de la délégation de l'ONU CI, a tenu à féliciter le corps préfectoral pour la bonne collaboration qui existe entre l'administration territoriale et la représentation de l'ONU CI à Korhogo.

Les autorités locales, le corps préfectoral et la délégation de l'ONU CI, composée des sections des Affaires civiles, Droits de l'homme, Information publique, Protection de l'Enfance, Police des Nations Unies et Observateurs militaires, se sont rendus ensuite à Dohiréguékaha, village situé à 6 km de Sinématiali, pour visiter un Projet à impact rapide (QIP), qui a consisté en la réhabilitation de deux (2) bâtiments de six (6) salles de classe de l'école primaire publique du village, pour un coût total de 8.500.000 FCFA, financé par l'ONU CI. Un cross populaire et deux matches de football, féminin et masculin, ont constitué la partie sportive de cette première journée ponctuée par des danses traditionnelles et des démonstrations de karaté. Les athlètes en ont profité pour adresser des messages de tolérance, de fairplay, de respect et de dignité, en somme des notions essentielles à une paix durable, aux quelques trois cent personnes venus assister à ces activités sportives. La deuxième journée a débuté dans la matinée par des ateliers d'échanges et de réflexion avec les chefs traditionnels, les femmes, les jeunes, les médias et les enfants sur le thème central de ces journées



Des participantes aux JDO de Sinématiali © UN/ONU CI

Dans l'après midi les populations se sont rendues massivement à la grande place du Centre culturel pour assister à des sketches sur la non violence, le pardon et la réconciliation nationale. Auparavant, elles ont pu suivre une projection du film «l'Otage» de la Division des Droits de l'Homme de l'ONU CI ainsi qu'un court métrage sur le Genre et un spot sur le Sport et la Paix. Le clou des Journées de l'ONU CI a été marqué par le forum, qui a permis aux populations fortement mobilisées d'échanger, de s'informer et de signer leur adhésion à un environnement postélectoral apaisé.

Lors de ce Forum d'échanges avec les populations, le Chef de délégation de l'ONU CI, Mme HOUNDEKANDJI, mettant l'accent sur la particularité de ces Journées, a précisé qu'elles étaient les premières après l'élection présidentielle et elle a rappelé le processus de certification par l'ONU CI. «**La localité de Sinématiali, qui accueille les premières journées après l'élection présidentielle d'octobre et de novembre 2011, est un lieu prédestiné comme le signifie en langue locale, sa dénomination, c'est-à-dire se coucher sur le dos après la liberté retrouvée.**» «**C'est pourquoi, ayant retrouvé votre liberté par les urnes après que le verdict ait été certifié par l'ONU CI confor-**

mément à son mandat, il vous revient de contribuer, chacun à son niveau, au retour de la paix définitive et à l'acceptation de la vérité en vous tenant la main pour former une chaîne de solidarité et œuvrer à la reconstruction de votre pays», a-t-elle précisé.

A son tour, le préfet du département, Namory Doumbia, a félicité la mission pour tous les efforts consentis dans le cadre de la protection des populations et du retour de la paix, en appelant à la réconciliation, à la cohésion sociale et à la cohabitation pacifique. «**Les populations s'honorent du choix de leur localité pour la célébration de ces journées par l'ONU CI, qui ne cesse de multiplier les actions pour sa protection et surtout concourir au retour du pays à la normalité**», a-t-il dit.

Les porte-parole des chefs traditionnels et religieux, femmes, jeunes, enfants et medias, ont à tour de rôle présenté les travaux des ateliers tenus la veille, sur leur contribution à un environnement postélectoral apaisé.

Ainsi, les chefs traditionnels se sont engagés à promouvoir la culture de la paix et la cohésion sociale pour le développement. Les femmes de Sinématiali ont, pour leur part, recommandé à toutes leurs sœurs la mise sur pied d'une fédération des associations féminines pour mieux défendre leur droit, lutter contre la pauvreté et renforcer la cohésion sociale. Elles ont appelé l'ONU CI à sensibiliser les populations sur les droits des femmes et les parents à encourager la scolarisation des jeunes filles. Les recommandations des jeunes ont porté essentiellement sur la multiplication d'ateliers de sensibilisation et la promotion des droits de l'Homme.

Enfin, les hommes et femmes des médias de la région des Savanes ont souhaité la création d'une plate forme pour la promotion du vivre ensemble et la mise à contribution des leaders d'opinion et cadres pour véhiculer des messages de paix

Dans la soirée, un concert artistique ponctué de messages de paix, a constitué le dernier acte des Journées de l'ONU CI à Sinématiali. Artistes locaux, chanteuses et chanteurs confirmés venus d'Abidjan, ont tour à tour égayé les nombreux spectateurs qui oavaient pris d'assaut le centre culturel de la ville.

Bakary Bakayoko / Deza Paul Désiré Dago